

Mounir Mahjoubi garde le Numérique et passe sous la coupe de Bercy

Le remaniement a obligé l'exécutif à revoir les contours de certains portefeuilles. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique, est désormais rattaché à Bercy, dépendant à la fois du ministère de l'Économie et de celui de l'Action publique.

Temps de lecture : minute

16 octobre 2018

Après deux semaines d'incertitudes, le remaniement a finalement eu lieu ce mardi. Et si le ministère de l'Intérieur était au coeur de ce jeu de chaises musicales, ce dernier n'a pas épargné le secrétariat au Numérique. Celui-ci... a dans un premier temps purement et simplement disparu du gouvernement. Avant de réapparaître lors de la nomination officielle de Mounir Mahjoubi au Journal officiel, ce mercredi matin. Ce dernier est toujours "chargé du numérique" mais n'est plus rattaché directement au Premier Ministre mais dispose désormais de deux administrations tutélaires : le ministère de l'Économie et des Finances, dirigé par Bruno Le Maire, et celui de l'Action des Comptes publics, sous la houlette de Gérard Darmanin.



À lire aussi

Mounir Mahjoubi, le geek surdoué du gouvernement raconté par son entourage

Dans un tweet, le secrétaire d'État s'est dit "*heureux de continuer [son] engagement au sein du Gouvernement pour une France championne du numérique au service des humains*". Et semble ravi de ce nouvel organigramme. "*Depuis Bercy, j'aurai tous les moyens d'agir à la transformation de l'économie et de l'Etat*", se réjouit-il ainsi. Plusieurs de ses prédécesseurs, à l'instar d'Axelle Lemaire ou de Fleur Pellerin, avaient eux aussi été rattachés à Bercy.

Mounir Mahjoubi avait donné dès mardi quelques précisions sur son portefeuille à nos confrères du *Monde*. "*J'ai demandé au président de la République et au premier ministre d'être plus proche des administrations avec lesquelles je travaille le plus*", a-t-il ainsi expliqué, précisant que son périmètre restait "*inchangé*" et qu'il resterait donc en charge des sujets numériques, tels que "*le retrait des contenus violents ou haineux en ligne*,

le RGPD, la protection de la vie privée, l'addiction ou l'inclusion numérique".

De quoi couper court aux rumeurs qui voyaient dans la nomination de Franck Riester à la Culture le signe que le numérique passerait dans son giron. L'homme s'était en effet distingué au moment des discussions sur les lois Hadopi, puisqu'il en était le rapporteur, et ne cache pas son appétence pour les sujets liés au numérique.

Des réactions contrastées

Cette (brève) disparition du Numérique des étiquettes gouvernementales a suscité des réactions contradictoires. D'un côté, ceux qui se réjouissaient de la fin de ce *"symbole archaïque d'une époque où [le Numérique] était un monde à part, peuplé d'internautes"*, comme en témoigne Benjamin Ferran, chroniqueur Tech au *Figaro*. L'association France Digitale a également apprécié que les questions numériques soient replacées dans le giron économique. *"Les sujets de financement et de fiscalité sont cruciaux pour l'écosystème tech. Une présence à Bercy est sans doute la meilleure façon d'adresser ces enjeux"*, a commenté Jean-David Chamboredon, coprésident de France Digitale.

Mais le camp de ceux qui regrettaient de voir le Numérique s'évaporer dans les affres du remaniement était néanmoins plus fourni. Notamment du côté des entrepreneurs. Céline Lazorthes a ainsi rappelé dans un tweet que *"le rêve, c'était d'un jour avoir un vrai ministère du numérique. Transverse et majeur. À la hauteur du bouleversement à venir..."*. Rêve qui ne s'est donc pas concrétisé à la faveur du remaniement. Tatiana Jama a elle aussi tweeté sa *"déception"*, interpellant au passage Emmanuel Macron sur la future création d'un ministère du Numérique.

